

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2021-2022

7 JUILLET 2022

Proposition de résolution relative à une obligation de déclaration pour les universités et les entreprises qui collaborent avec des régimes autoritaires dans des secteurs critiques

(Déposée par Mme Els Ampe
et M. Bert Anciaux)

DÉVELOPPEMENTS

I. INTRODUCTION: TECHNOLOGIE VERSUS SÉCURITÉ

A. Contexte

Les collaborations avec des régimes autoritaires et autocratiques ne sont pas sans risques. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 l'a montré de manière éclatante. De nombreuses entreprises occidentales ont quitté la Russie et certaines d'entre elles ont essuyé des pertes financières considérables. Par ailleurs, la Russie a menacé de saisir les avoirs des entreprises étrangères qui souhaitaient quitter la Russie ou d'arrêter des administrateurs trop critiques (1).

En l'espèce, il s'agit évidemment d'une situation parmi les plus extrêmes, avec une guerre ouverte et des menaces physiques. Les choses peuvent toutefois se passer de manière plus subtile. Alors que les investissements chinois en Europe sont soumis de plus en plus souvent à des contrôles stricts pour éviter tout transfert

(1) https://trends.knack.be/economie/bedrijven/rusland-dreigt-activa-westerse-bedrijven-te-confisqueren/article-news-1845949.html?cookie_check=1649248182.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2021-2022

7 JULI 2022

Voorstel van resolutie met betrekking tot een meldingsplicht voor universiteiten en bedrijven die samenwerken met autoritaire regimes in risicosectoren

(Ingediend door mevrouw Els Ampe
en de heer Bert Anciaux)

TOELICHTING

I. INLEIDING: TECHNOLOGIE VERSUS VEILIGHEID

A. Probleemstelling

Samenwerkingsverbanden met autoritaire en auto-cratische regimes houden risico's in. Dit werd des te duidelijker met de inval van Rusland in Oekraïne in februari 2022. Veel Westerse bedrijven trokken zich terug uit Rusland, wat voor sommige een financiële aderlating betekende. Verder dreigde Rusland ermee ook de bezittingen van buitenlandse bedrijven die zich uit Rusland wilden terugtrekken in beslag te nemen of kritische bestuurders te arresteren (1).

Uiteraard is dit een van de meest extreme voorbeelden waarbij een open oorlog en fysieke dreiging een rol spelen. Het kan echter ook subtieler. Terwijl bij Chinese investeringen in Europa steeds vaker streng wordt toegezien op ongewenste kennisoverdracht en staatsin-vloed, bestaat er geen vergelijkbaar mechanisme voor

(1) https://trends.knack.be/economie/bedrijven/rusland-dreigt-activa-westerse-bedrijven-te-confisqueren/article-news-1845949.html?cookie_check=1649248182.

de connaissances et toute ingérence d'État indésirables, il n'existe pas de mécanisme comparable pour les collaborations entre entreprises européennes et chinoises ni pour les investissements réalisés en Chine, avec tous les risques que cela comporte (2).

La Chine est passée maître dans l'art d'utiliser des doubles normes pour attirer des entreprises occidentales tout en les contrôlant. Ainsi, toute entreprise occidentale désireuse d'entreprendre une activité en Chine est tenue de s'associer avec un partenaire local (3). L'intégrité et la confidentialité de certains aspects de l'entreprise sont très souvent mises à mal, ce qui est problématique lorsqu'il s'agit d'informations sensibles concernant, par exemple, des inventions présentant un intérêt militaire ou stratégique. Tout ce que l'Occident partage avec de tels régimes risque un jour d'être utilisé contre lui.

En outre, il y a la question des droits humains. Qui-conque fait des affaires avec des régimes autoritaires prend le risque de soutenir leurs méfaits. Il en va ainsi pour les entreprises occidentales qui se retrouvent confrontées à un terrible dilemme. Les intérêts économiques prévalent-ils sur les droits humains? Un grand nombre d'entreprises privilégient malheureusement les intérêts économiques, comme on peut le constater avec la situation des Ouïgours du Xinjiang. Certaines entreprises occidentales ne résistent pas à la tentation de faire fabriquer leurs produits et matériaux à moindre coût, quitte à employer une main-d'œuvre constituée de travailleurs forcés et de prisonniers politiques (4).

Alors que la Chine accentue la pression sur Taïwan, l'invasion de l'Ukraine par la Russie se poursuit. La Corée du Nord continue ses tirs de missiles. Plusieurs puissances mondiales tentent d'empêcher l'Iran de franchir les dernières étapes pour se doter de la bombe atomique. Au cours de cette décennie, les démocraties asiatiques et européennes, de même que certains pays du Moyen-Orient alliés aux États-Unis, se disputent l'attention et les moindres ressources militaires des États-Unis pour intimider la Chine, la Corée du Nord, la Russie et l'Iran (5).

Nouvelle ère, nouvelles mesures. Dans la situation géopolitique actuelle, l'idée selon laquelle chacun a

samenwerkingen tussen Europese en Chinese bedrijven en investeringen in China – met alle risico's van dien (2).

China is erg bedreven in het hanteren van dubbele standaarden om Westerse bedrijven aan te trekken en tegelijkertijd te controleren. Zo is bijvoorbeeld elk Westers bedrijf dat in China een activiteit wenst op te starten, verplicht om met een lokale partner in zee te gaan (3). In veel gevallen compromitteert dit de integriteit en de geheimhouding van bepaalde aspecten van het bedrijf. Dit is problematisch als het gaat om gevoelige informatie, zoals uitvindingen die van militair of strategisch belang zijn. De zaken die het Westen met dergelijke regimes deelt, lopen de kans om ooit tegen het Westen gebruikt te worden.

Daarnaast is er de kwestie van de mensenrechten. Wie met autoritaire regimes zaken doet, neemt het risico om al dan niet diens wandaden te steunen. Dit stelt Westerse bedrijven voor een duivels dilemma. Gaan economische belangen voor op mensenrechten? Helaas kiest een substantieel gedeelte van de bedrijven voor de economische belangen, zoals blijkt inzake de Oeigoeren in Xinjiang. Sommige Westerse bedrijven zwichten voor de goedkope producten en materialen, die al dan niet door dwangarbeiders en politieke gevangenen vervaardigd zijn (4).

Terwijl China's druk op Taiwan toeneemt, gaat Ruslands invasie van Oekraïne door. Noord-Korea blijft raketten testen. Mogendheden proberen Iran te weerhouden van de laatste stappen in de richting van de atoombom. Democratieën in Azië en Europa en bondgenoten van de Verenigde Staten (VS) in het Midden-Oosten concurreren dit decennium om schaarsere Amerikaanse militaire middelen en aandacht om China, Noord-Korea, Rusland en Iran af te schrikken (5).

Nieuwe tijden eisen nieuwe maatregelen. In de huidige geopolitieke situatie geldt de oude idee dat iedereen het

(2) <https://www.vpro.nl/argos/lees/onderwerpen/artikelen/2021/technologie-overdracht-aan-china.html>.

(3) <https://decorrespondent.nl/9186/eindelijk-zegt-het-bedrijfsleven-openlijk-dat-china-een-bedreiging-vormt-constateren-europese-politici-tevreden/132456957468-a2b2721d>.

(4) <https://www.wsj.com/articles/western-companies-get-tangled-in-chinas-muslim-clampdown-11558017472>.

(5) <https://www.nrc.nl/nieuws/2022/03/15/voorkom-dat-china-militaire-technologie-bemachtigt-a4101791>.

(2) <https://www.vpro.nl/argos/lees/onderwerpen/artikelen/2021/technologie-overdracht-aan-china.html>.

(3) <https://decorrespondent.nl/9186/eindelijk-zegt-het-bedrijfsleven-openlijk-dat-china-een-bedreiging-vormt-constateren-europese-politici-tevreden/132456957468-a2b2721d>.

(4) <https://www.wsj.com/articles/western-companies-get-tangled-in-chinas-muslim-clampdown-11558017472>.

(5) <https://www.nrc.nl/nieuws/2022/03/15/voorkom-dat-china-militaire-technologie-bemachtigt-a4101791>.

les intérêts de l'Europe à cœur, ainsi que ses libertés et ses acquis, a vécu. La sécurité est devenue un impératif récurrent. La protection de nos ressources et de nos inventions contre les régimes nuisibles n'a jamais revêtu autant d'importance qu'aujourd'hui. Nous devons empêcher ces régimes concurrents, qui veulent miner l'Europe et la Belgique, de le faire avec les ressources que nous leur avons nous-mêmes fournies.

B. Investissements et coentreprises

Les régimes autocratiques utilisent souvent les investissements et les coentreprises comme moyen pour gagner en influence.

La chaîne néerlandaise VPRO a révélé que des entreprises néerlandaises avaient été utilisées pour contourner des sanctions américaines en ce qui concerne le transfert de connaissances et de matériel (6).

La chaîne s'est fondée sur les données de Datenna, un bureau d'étude basé à Eindhoven, spécialisé dans la collecte de données économiques en provenance de la Chine. Ainsi, la Belgique compte actuellement 213 coentreprises, représentant une valeur de 682,9 millions d'euros (7), ce qui la place à la quatorzième place dans le classement des investissements européens en Chine.

Dans le reportage de la VPRO, on cite l'exemple d'une entreprise technologique du Brabant qui avait monté une coentreprise avec une société chinoise et qui est revenue sur son projet car la société chinoise en question figurait sur une liste noire américaine au motif qu'elle était possiblement impliquée dans des violations des droits humains et dans la répression, l'emprisonnement et l'espionnage des Ouïgours au Xinjiang. À la suite de ces mesures, les produits ne sont plus vendus directement au partenaire commercial chinois.

Mais les investisseurs néerlandais n'en continuent pas moins à investir dans l'entreprise à hauteur de 30 %. La coentreprise a continué à fonctionner et a même remporté un appel d'offres pour la fourniture de serveurs au *Xinjiang Production and Construction Corps*, un organe administratif des autorités chinoises que l'on associe à la répression des Ouïgours et à la mise en place d'un système de surveillance qui tente de contrôler les habitants du Xinjiang nuit et jour.

(6) <https://www.vpro.nl/argos/lees/onderwerpen/artikelen/2021/technologie-overdracht-aan-china.html>.

(7) <https://www.datenna.com/eu-china-joint-venture-radar/>.

beste met Europa voorheeft en de daaraan gekoppelde vrijheden en verworvenheden niet meer. Veiligheid is dan ook een terugkerende belangrijke factor. Het afschermen van eigen middelen en uitvindingen van schadelijke regimes is nu belangrijker dan ooit. We moeten voorkomen dat dergelijke concurrerende regimes, die als doel hebben Europa en België te ondergraven, dat kunnen doen met middelen die we hen zelf hebben aangereikt.

B. Investerings en joint ventures

Autocratische regimes gebruiken vaak investeringen en joint ventures als middel om invloed te verwerven.

De Nederlandse omroep VPRO kwam met de onthulling dat Nederlandse bedrijven gebruikt werden om Amerikaanse sancties te omzeilen omtrent de export van kennisoverdracht en materieel (6).

De omroep baseerde zich op de data van Datenna, een onderzoeksbureau uit Eindhoven, dat zich specialiseert in het vergaren van economische data uit China. Zo heeft België op dit ogenblik 213 joint ventures lopen, met een waarde van 682,9 miljoen euro (7). Dit plaatst ons land op de veertiende plaats in de ranglijst van Europese investeringen in China.

In de reportage van de VPRO wordt het voorbeeld aangehaald van een Brabants techbedrijf dat een joint venture had lopen met een Chinees bedrijf. Aangezien dit bedrijf op een Amerikaanse zwarte lijst was terechtgekomen omdat het mogelijk betrokken was bij mensenrechtenschendingen en het onderdrukken, opsluiten en bespioneren van Oeigoeren in Xinjiang, werd hierop teruggekomen. Na de maatregelen worden producten niet meer direct verkocht aan de Chinese zakenpartner.

Toch blijven de Nederlandse investeerders met een aandeel van 30 % investeerder in de joint-venture. De joint-venture bleef lopen en het gezamenlijke bedrijf wint zelfs een aanbesteding voor levering van servers voor de *Xinjiang Production and Construction Corps*, een bestuursorgaan van de Chinese overheid dat in verband wordt gebracht met de onderdrukking van Oeigoeren en het opbouwen van een surveillance-systeem dat bewoners van Xinjiang dag en nacht probeert te volgen.

(6) <https://www.vpro.nl/argos/lees/onderwerpen/artikelen/2021/technologie-overdracht-aan-china.html>.

(7) <https://www.datenna.com/eu-china-joint-venture-radar/>.

Le problème, comme il est dit dans le reportage, réside dans le fait qu'à travers ce système de filiales, des entreprises occidentales peuvent être impliquées (de manière involontaire ou non) dans des pratiques portant atteinte aux droits humains. En outre, une technologie occidentale, inoffensive à première vue, peut être utilisée à des fins militaires. Alors que les investissements chinois en Europe font l'objet de contrôles de plus en plus stricts pour éviter le transfert de connaissances et l'ingérence d'État indésirables, il n'existe pas de mécanisme comparable pour les partenariats entre entreprises européennes et chinoises ni pour les investissements en Chine, avec tous les risques que cela comporte.

Datenna montre également que les entreprises (d'État) chinoises recherchent activement la «quatrième roue» en Europe. Celle-ci est nécessaire pour faire en sorte que leur capacité économique et militaire soit la plus puissante du monde. Un fabricant de drones militaires en Italie, un producteur de lasers en Suède et une entreprise espagnole active dans le secteur de l'aviation ont déjà été rachetés par des opérateurs chinois ayant des liens étroits avec le secteur de la défense. Grâce à ces investissements, ils espèrent acquérir rapidement des connaissances et d'autres savoirs connexes.

C. Universités, inventions et données sensibles

Le directeur du service de renseignement et de sécurité militaire néerlandais, M. Swillens, a indiqué en février 2022 que son organisation avait déjà lancé une mise en garde, un an et demi plus tôt, à propos du fait que quatre-vingts étudiants chinois ayant des liens étroits avec le secteur de la défense ou l'Armée populaire de libération effectuaient leur doctorat aux Pays-Bas (8).

L'Université libre d'Amsterdam a mis fin au paiement de la subvention qu'elle recevait de l'Université de Chongqing pour le *Cross Cultural Human Rights Centre* (CCHRC). L'université libre d'Amsterdam a pris cette décision après qu'il se fut avéré que le soutien chinois était lié à une étude sur une «vision non occidentale des droits humains». De nombreuses universités néerlandaises ont des liens étroits avec la Chine, mais il est de plus en plus évident que cette collaboration sert essentiellement les priorités du Parti communiste chinois (PCC), comme, par exemple, le transfert de connaissances relatives à des technologies cruciales et la neutralisation des critiques du modèle politique chinois (9).

(8) <https://hcss.nl/wp-content/uploads/2022/03/ChinasMilitaire-Opkomst-Europese-Technologie-HCSS-maart-2022.pdf>.

(9) <https://fd.nl/ opinie/1428143/we-hebben-snel-spelregels-nodig-voor-universitaire-samenwerking-met-china>.

Het probleem, volgens de reportage, zit in het feit dat Westerse bedrijven via dit systeem van dochterondernemingen zich mogelijk kunnen blootstellen aan (al dan niet onbewuste) medewerking aan mensenrechtenschendende praktijken. Daarnaast kan op het eerste zicht onschuldig ogende Westerse technologie aangewend worden voor militaire doeleinden. Terwijl Chinese investeringen in Europa steeds vaker streng worden gecontroleerd op ongewenste kennisoverdracht en staatsinvloed, bestaat er geen vergelijkbaar mechanisme voor samenwerkingen tussen Europese en Chinese bedrijven en investeringen in China – met alle risico's van dien.

Datenna laat tevens zien dat Chinese (staats)bedrijven druk zoekende zijn naar het zogenaamde «vierde wiel» in Europa. Het vierde wiel dat nodig is om zowel hun economische als militaire slagkracht tot de machtigste ter wereld te maken. Een militaire dronefabrikant in Italië, een laserproducent in Zweden en een Spaans bedrijf actief in de luchtvaartsector werden reeds overgenomen door Chinese partijen met nauwe banden met het defensieapparaat. Met deze investeringen hopen ze snel kennis en andere aanverwante zaken te vergaren.

C. Universiteiten, uitvindingen en gevoelige kennis

De directeur van de Nederlandse Militaire Inlichtingen- en Veiligheidsdienst, de heer Swillens, meldde in februari 2022 dat zijn organisatie anderhalf jaar eerder al waarschuwde dat tachtig studenten uit China die rechtstreeks te herleiden waren tot de defensiesector of het Volksbevrijdingsleger in Nederland promoveerden (8).

De Vrije Universiteit Amsterdam zegde de subsidie op die zij ontving van de Universiteit van Chongqing voor het *Cross Cultural Human Rights Centre* (CCHRC). De VU Amsterdam besloot hiertoe nadat bleek dat de Chinese steun gekoppeld was aan onderzoek naar een «niet-westerse kijk op mensenrechten». Veel Nederlandse universiteiten hebben nauwe banden met China, maar het besef groeit dat die samenwerking meestal in dienst staat van de prioriteiten van de Chinese Communistische Partij (CCP). Het gaat dan bijvoorbeeld over de kennisoverdracht van cruciale technologie en het neutraliseren van kritiek op het Chinese politieke model (9).

(8) <https://hcss.nl/wp-content/uploads/2022/03/ChinasMilitaire-Opkomst-Europese-Technologie-HCSS-maart-2022.pdf>.

(9) <https://fd.nl/ opinie/1428143/we-hebben-snel-spelregels-nodig-voor-universitaire-samenwerking-met-china>.

Les instituts Confucius sont le bras du PCC dans les universités occidentales. En 2018, l'hebdomadaire *Knack* a révélé que la *Vrije Universiteit Brussel* (VUB) n'avait fait aucun cas d'une note de la Sûreté de l'État sur son institut Confucius. En Suède, en France, aux Pays-Bas, aux États-Unis et au Canada, au contraire, les instituts viennent de fermer à la suite de soupçons d'ingérence. Le directeur chinois de l'Institut Confucius de la VUB s'est vu refuser l'accès au territoire belge pour cause d'espionnage. Cette décision a par la suite été annulée pour des raisons techniques. Il aurait mobilisé son vaste réseau au profit des services de renseignement chinois. Il existerait des preuves de son rôle de recruteur au profit des services de renseignement chinois et de son implication dans la recherche d'informateurs parmi les étudiants chinois présents dans notre pays et au sein des entreprises (10). Les USA ont même qualifié l'institut de «mission de propagande culturelle» (11). En juin 2020, le contrat entre la VUB et l'Institut Confucius, arrivé à échéance, n'a pas été reconduit (12).

Des cas d'ingérence politique active par une succursale de l'Institut Confucius ont été signalés ou constatés dans divers pays. Bien que les autorités chinoises prétendent que les instituts Confucius sont indépendants de l'État chinois, c'est une illusion, déclare la sinologue Ingrid D'Hooghe. Selon l'experte du Clingendael Institute, l'Institut néerlandais des relations internationales, «il n'existe pas d'organisations indépendantes en Chine» (13).

Le fait que, sur le plan diplomatique, Pékin adopte une attitude de plus en plus dure et use de son influence croissante pour pousser de plus en plus à l'autocensure au sein des universités occidentales, constitue un problème supplémentaire. Des étudiants et professeurs de Groningue le reconnaissent également (14). «Je constate que certains étudiants de Hongkong et de Chine n'osent plus ouvrir la bouche dans l'amphithéâtre», déclare un professeur d'études de l'Extrême-Orient à l'université de Leyde. Il arrive de plus en plus souvent que les étudiants originaires de Hongkong lui demandent à être dispensés d'assister au cours d'histoire politique moderne de cette région.

(10) <https://www.demorgen.be/nieuws/waarom-de-chinese-directeur-van-het-confuciusinstituut-aan-de-vub-ons-land-niet-meer-binnen-mag~bd74f87e/>.

(11) <https://nos.nl/artikel/2369293-confucius-instituut-culturele-uitwissingsbrug-of-china-s-propagandamissie>.

(12) <https://student.vub.be/nieuws/2019/12/10/vub-verlengt-samenwerking-met-confucius-instituut-niet>.

(13) <https://nos.nl/artikel/2369293-confucius-instituut-culturele-uitwissingsbrug-of-china-s-propagandamissie>.

(14) <https://nos.nl/artikel/2369102-studenten-in-nederland-vrezen-china-sommigen-durven-hun-mond-niet-open-te-doen>.

Confuciusinstituten zijn een belangrijke extensie van de CCP aan Westerse universiteiten. In 2018 maakte het weekblad *Knack* bekend dat de Vrije Universiteit Brussel (VUB) een nota van de Staatsveiligheid over haar Confuciusinstituut had genegeerd. In Zweden, Frankrijk, Nederland, de VS en Canada gingen de instituten recent echter dicht, na vermoedens van inmenging. De Chinese directeur van het Confucius Instituut aan de VUB mocht België niet meer binnen wegens spionage. Omwille van technische gronden werd dit later echter teruggedraaid. Hij zou zijn brede netwerk hebben ingezet voor de Chinese inlichtingendienst. Er zouden bewijzen zijn dat hij ook optrad als rekruteerder voor de Chinese inlichtingendiensten en informanten zocht onder de Chinese studenten in ons land en in de bedrijfswereld (10). De VS bestempelde het instituut zelfs als een «culturele propagandamissie» (11). In juni 2020 liep het contract tussen de VUB en het Confucius Instituut af en het werd niet verlengd (12).

In diverse landen zijn gevallen van actieve politieke inmenging door een vestiging van het Confucius Instituut gemeld of vastgesteld. Hoewel ook de Chinese autoriteiten beweren dat Confuciusinstituten losstaan van de overheid, is dat volgens sinologe Ingrid d'Hooghe een illusie. «Onafhankelijke organisaties bestaan niet in China», zegt de experte van het Instituut Clingendael (13).

Een bijkomend probleem is dat Peking zich diplomatiek steeds feller opstelt en door de groeiende invloed steeds meer aanzet tot zelfcensuur binnen Westerse universiteiten. Dat onderschrijven ook studenten en docenten uit Groningen (14). «Ik merk dat sommige studenten uit Hongkong en China hun mond niet meer open durven trekken in de collegezaal», getuigt een universitair docent Oost-Azië Studies aan de universiteit Leiden. Steeds vaker vragen zijn studenten uit Hongkong of ze zijn colleges over de moderne politieke geschiedenis van die regio mogen overslaan.

(10) <https://www.demorgen.be/nieuws/waarom-de-chinese-directeur-van-het-confuciusinstituut-aan-de-vub-ons-land-niet-meer-binnen-mag~bd74f87e/>.

(11) <https://nos.nl/artikel/2369293-confucius-instituut-culturele-uitwissingsbrug-of-china-s-propagandamissie>.

(12) <https://student.vub.be/nieuws/2019/12/10/vub-verlengt-samenwerking-met-confucius-instituut-niet>.

(13) <https://nos.nl/artikel/2369293-confucius-instituut-culturele-uitwissingsbrug-of-china-s-propagandamissie>.

(14) <https://nos.nl/artikel/2369102-studenten-in-nederland-vrezen-china-sommigen-durven-hun-mond-niet-open-te-doen>.

II. COLLABORATIONS AVEC LES RÉGIMES AUTORITAIRES

A. La Chine

La Chine veut devenir la première puissance militaire mondiale. Bien que la philosophie sociale collectiviste de la Chine soit diamétralement opposée à notre vision de la société, certaines entreprises occidentales sont néanmoins prêtes à contribuer au renforcement du pouvoir de ce pays.

La Chine sait que la quatrième révolution industrielle dans le secteur de la défense, jusqu'ici dominée par les USA, rebattra les cartes. Les exemples de la quête chinoise de nouvelles technologies présentant un intérêt militaire ne manquent pas. Des technologies comme l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs, la robotique et les systèmes autonomes sont capitales pour la Chine. «Les domaines que vous venez de citer représentent ensemble plus de la moitié de l'échange de connaissances avec la Chine», déclarait le président du groupe D66, Jan Paternotte, lors d'une table ronde organisée dans la Seconde Chambre néerlandaise et à laquelle participait le *Hague Centre for Strategic Studies* (HCSS). Dernièrement, le géant de la lithographie et des semi-conducteurs ASML a donné l'alerte: un concurrent chinois, *Dongfang Jingyuan Electron*, propose des produits qui portent «potentiellement» atteinte à ses droits de propriété intellectuelle (15).

C'est grâce aux connaissances et aux technologies des entreprises et universités européennes et américaines que la Chine a développé sa puissance militaire. La chute du Mur de Berlin a créé de vastes perspectives de collaboration dans un monde économiquement et technologiquement interconnecté. La technologie des moteurs qui équipent les destroyers hyper modernes de la Chine est de fabrication allemande. Les missiles hypersoniques de Pékin ont été testés dans une machine équipée de puces américaines. C'est en partie auprès de dragueurs européens que la Chine s'est procuré les matériaux nécessaires à la construction d'îles artificielles, a déclaré l'ancien directeur du Clingendael Institute, Ko Colijn, au NRC (16). Dans le même temps,

II. SAMENWERKINGSVERBANDEN MET AUTORITAIRE REGIMES

A. China

China wil de militaire nummer één van de wereld worden. Hoewel hun collectivistische maatschappelijke filosofie haaks staat op de onze, zijn Westerse bedrijven toch bereid om de machtsbasis van China te helpen uitbreiden.

China weet dat met de Vierde industriële revolutie in het defensiedomein, waarin de VS tot nog toe dominant is, de kaarten opnieuw geschud worden. Er zijn verschillende voorbeelden van de zoektocht van China naar militair relevante nieuwe technologieën. Zaken als kunstmatige intelligentie, halfgeleiders, robotica en autonome systemen zijn voor China van groot belang. «Die vakgebieden die u net noemde bestrijken gezamenlijk wel meer dan de helft van de kennissamenwerkingen met China», stelde D66-fractievoorzitter Jan Paternotte tijdens een rondetafel in de Tweede Kamer waaraan ook *The Hague Centre for Strategic Studies* (HCSS) deelnam. Lithografie- en halfgeleidergigant ASML waarschuwde recentelijk dat *Dongfang Jingyuan Electron*, een Chinese concurrent, producten aanbiedt die «potentieel» zijn intellectueel eigendomsrecht schaden (15).

China ontwikkelde zijn militaire macht met behulp van kennis en technologie van Europese en Amerikaanse bedrijven en universiteiten. In de economisch en technologisch verweven wereld van na de val van de Berlijnse Muur stond de poort voor samenwerking immers wagenwijd open. De motortechnologie in China's hypermoderne destroyers is van Duitse makelij. Pekings hypersonische raketten zijn getest in een machine waarin Amerikaanse chips zitten. De middelen om eilanden op te spuiten verkreeg China deels bij Europese baggeraars, stelde voormalig Clingendael directeur Ko Colijn in NRC (16). Tegelijkertijd ontdekte de studentenpublicatie *Delta* van de TU Delft dat hun universiteit, voornamelijk de afdeling lucht- en ruimtevaarttechniek, samenwerkt

(15) <https://hcss.nl/wp-content/uploads/2022/03/ChinasMilitaire-Opkomst-Europese-Technologie-HCSS-maart-2022.pdf>.

(16) <https://hcss.nl/wp-content/uploads/2022/03/ChinasMilitaire-Opkomst-Europese-Technologie-HCSS-maart-2022.pdf>.

(15) <https://hcss.nl/wp-content/uploads/2022/03/ChinasMilitaire-Opkomst-Europese-Technologie-HCSS-maart-2022.pdf>.

(16) <https://hcss.nl/wp-content/uploads/2022/03/ChinasMilitaire-Opkomst-Europese-Technologie-HCSS-maart-2022.pdf>.

la revue *Delta* des étudiants de l'université technique de Delft a découvert que l'université, particulièrement la section d'aéronautique et d'astronautique, collaborait avec quatre des sept universités de premier plan dans le domaine du développement de technologies militaires en Chine.

B. La Russie

Aujourd'hui, la Russie est impliquée dans une guerre avec l'Ukraine. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a bouleversé les plans d'entreprises et contraint un nombre croissant de marques les plus connues à l'échelle mondiale – d'Apple à Mercedes-Benz, en passant par BP – à se retirer d'un pays devenu paria aux yeux du monde, afin de sauvegarder leur réputation et de satisfaire aux normes de l'entrepreneuriat socialement responsable.

La Russie avait attiré les investisseurs en quête de profits qui, pensaient-ils, méritaient bien que l'on prenne quelques risques géopolitiques. Cette opinion a changé après la vague de sanctions et de restrictions des exportations que la guerre a provoquée à l'échelle mondiale et qui a bouleversé l'économie russe et perturbé les activités des multinationales dans ce pays (17).

Par ailleurs, la Russie menace de confisquer les avoirs des entreprises occidentales sur son territoire, ce qui reviendrait en fait à une nationalisation. Le gouvernement de Moscou a en outre déjà adopté une proposition de loi permettant de placer sous curatelle les entreprises détenues à plus de 25 % par des étrangers issus de pays dits hostiles. Récemment encore, un communiqué a annoncé que la Russie aurait dressé une liste d'entreprises occidentales susceptibles d'être nationalisées. Cette liste compte cinquante-neuf noms, dont ceux du groupe pétrolier et gazier Shell, des constructeurs automobiles Volkswagen et Toyota et du fabricant de meubles Ikea, a annoncé l'agence de presse russe Izvestia (18).

La Russie a par ailleurs légalisé le vol de brevets déposés par quiconque a des relations avec des pays «inamicaux» en déclarant que leur utilisation abusive ne donnerait droit à aucune compensation. Le décret est illustratif de la guerre économique à laquelle donne lieu l'invasion russe en Ukraine, après les sanctions imposées par l'Occident et le retrait occidental de la vaste industrie pétrolière et gazière en Russie.

(17) <https://abcnews.go.com/Business/wireStory/russias-war-spurs-corporate-exodus-exposes-business-risks-83223282>.

(18) https://trends.knack.be/economie/bedrijven/rusland-dreigt-activa-westerse-bedrijven-te-confisqueren/article-news-1845949.html?cookie_check=1649248182.

met vier van de zeven toonaangevende universiteiten op het gebied van militaire technologieontwikkeling in China.

B. Rusland

Op dit moment is Rusland in een oorlog met Oekraïne verwickeld. De invasie van Rusland in Oekraïne heeft bedrijfsplannen in de war gestuurd en een groeiend aantal van 's werelds bekendste merken – van Apple tot Mercedes-Benz en BP – gedwongen zich terug te trekken uit een land dat wereldwijd een paria is geworden omdat bedrijven hun reputatie proberen te behouden en willen voldoen aan de normen voor maatschappelijk verantwoord ondernemen.

Investeerders werden naar Rusland gelokt op zoek naar lucratieve winsten waarvan ze dachten dat ze de geopolitieke risico's waard waren. Die stemming is veranderd nadat de oorlog een golf van wereldwijde sancties en exportbeperkingen in gang heeft gezet die de Russische economie in beroering hebben gebracht en de activiteiten van multinationale ondernemingen in dat land hebben verstoord (17).

Daarbij dreigt het land om activa van Westerse bedrijven binnen Rusland in beslag te nemen, hetgeen in feite neerkomt op een nationalisering. Daarbij nam de regering in Moskou al een wetsvoorstel aan om bedrijven die voor meer dan 25 % in handen zijn van buitenlanders uit zogenaamde «vijandige landen» onder curatele te kunnen stellen. Er was recent ook een bericht dat Rusland een lijst met Westerse bedrijven die genationaliseerd kunnen worden zou hebben opgesteld. Op die lijst met negenenvijftig namen staan onder meer olie- en gasconcern Shell, autoproducenten Volkswagen en Toyota en meubelwaredhuis Ikea, meldde het Russische nieuwsagentschap Izvestia (18).

Rusland heeft daarnaast octrooi- en patentdiefstal van iedereen die banden heeft met «onvriendelijke» landen gelegaliseerd door te verklaren dat ongeoorloofd gebruik niet zal worden gecompenseerd. Het decreet illustreert de economische oorlog die rond de Russische invasie in Oekraïne wordt gevoerd, nu het Westen sancties oplegt en zich terugtrekt uit de enorme olie- en gasindustrie van Rusland.

(17) <https://abcnews.go.com/Business/wireStory/russias-war-spurs-corporate-exodus-exposes-business-risks-83223282>.

(18) https://trends.knack.be/economie/bedrijven/rusland-dreigt-activa-westerse-bedrijven-te-confisqueren/article-news-1845949.html?cookie_check=1649248182.

Selon le média d'État, des fonctionnaires russes ont aussi évoqué la possibilité de lever les restrictions limitant l'emploi de certaines marques commerciales, ce qui permettrait de continuer à utiliser des marques comme McDonald's qui se retirent massivement de Russie. Selon certains experts, la disparition de la protection des brevets impactera différemment les entreprises, selon qu'elles disposent ou non d'un brevet rentable en Russie (19).

III. BESOIN DE TRANSPARENCE

A. Pays-Bas

En janvier 2022, trois ministres néerlandais ont affirmé que l'autorégulation ne suffisait pas pour les universités (20). C'est la raison pour laquelle un cadre de référence pour les universités entrera en vigueur en 2023 afin d'éviter le transfert indésirable de technologies dans les domaines présentant les plus grands risques pour la sécurité nationale.

Ce cadre est élaboré parallèlement au développement d'un instrument permettant d'analyser les investissements dans des domaines à risques, qui sont réalisés par des entreprises commerciales établies en dehors de l'Union européenne (UE). L'analyse porte notamment sur le fait de mener ou d'inciter à mener des activités d'espionnage pour le compte d'un gouvernement étranger, qui sont susceptibles de compromettre des intérêts capitaux tels que la sécurité nationale et la sécurité des personnes. Les auteurs de ces faits encourrent une peine maximale de six ans de prison (21).

B. Europe

L'Union européenne a aussi pris plusieurs initiatives dans ce domaine. Elle a ainsi lancé, en octobre 2020, un cadre européen pour le filtrage des investissements directs étrangers, en encourageant les États membres à adopter leurs propres règles de filtrage des investissements. Par ailleurs, la Commission européenne a publié, le 18 janvier 2022, un document de travail intitulé «*Tackling research & innovation foreign interference*» (22). L'Union européenne investit aussi près de 100 milliards d'euros dans sa base technologique par le biais du programme Horizon Europe. L'Europe

(19) <https://www.washingtonpost.com/business/2022/03/09/russia-allows-patent-theft/>.

(20) <https://www.rijksoverheid.nl/documenten/kamerstukken/2022/01/31/voortgang-en-vooruitblik-aanpak-kennisveiligheid-hoger-onderwijs-en-wetenschap>.

(21) <https://hcss.nl/wp-content/uploads/2022/03/ChinasMilitaire-Opkomst-Europese-Technologie-HCSS-maart-2022.pdf>.

(22) <https://op.europa.eu/en/web/eu-law-and-publications/publication-detail/-/publication/3faf52e8-79a2-11ec-9136-01aa75ed71a1>.

Russische functionarissen hebben volgens de staatsmedia ook de mogelijkheid geopperd om de beperkingen op sommige handelsmerken op te heffen, waardoor merken zoals McDonald's, die zich massaal uit Rusland terugtrekken, verder gebruikt zouden kunnen worden. Volgens deskundigen zal het effect van het verlies van octrooibescherming per bedrijf verschillen, afhankelijk van de vraag of zij een waardevol octrooi in Rusland hebben (19).

III. DE NOOD AAN TRANSPARANTIE

A. Nederland

Drie Nederlandse ministers stelden in januari 2022 dat «zelfregulering» voor universiteiten onvoldoende is (20). Daarom treedt in 2023 een «toetsingskader» voor universiteiten in werking om ongewenste technologie-overdracht te voorkomen in gebieden waar de risico's voor nationale veiligheid het grootst zijn.

Het opstellen van dit kader loopt parallel met de ontwikkeling van de «investeringstoets», een middel om de investeringen in risicogebieden van commerciële ondernemingen van buiten de Europese Unie (EU) te toetsen. Hieronder valt het uitvoeren van en anderen aanzetten tot «het verrichten van spionageactiviteiten voor een buitenlandse overheid» waardoor «zwaarwegende belangen in gevaar» komen, waaronder de nationale veiligheid en veiligheid van personen. De maximum celstraf is zes jaar (21).

B. Europa

Ook de Europese Unie nam verscheidene initiatieven. Zo lanceerde de EU in oktober 2020 een raamwerk voor screening van directe buitenlandse investeringen. Hierbij moedigde het lidstaten aan met eigen investeringsscreeningsregelingen te komen. Daarnaast publiceerde de Europese Commissie op 18 januari 2022 een werkdocument genaamd «*Tackling research & innovation foreign interference*» (22). De Europese Unie investeert ook bijna 100 miljard euro in de eigen technologische basis door middel van het Horizon Europe-programma. Op deze manier probeert de EU

(19) <https://www.washingtonpost.com/business/2022/03/09/russia-allows-patent-theft/>.

(20) <https://www.rijksoverheid.nl/documenten/kamerstukken/2022/01/31/voortgang-en-vooruitblik-aanpak-kennisveiligheid-hoger-onderwijs-en-wetenschap>.

(21) <https://hcss.nl/wp-content/uploads/2022/03/ChinasMilitaire-Opkomst-Europese-Technologie-HCSS-maart-2022.pdf>.

(22) <https://op.europa.eu/en/web/eu-law-and-publications/publication-detail/-/publication/3faf52e8-79a2-11ec-9136-01aa75ed71a1>.

tente ainsi d'être à la pointe sur le plan technologique, tout en veillant à ce que les connaissances ne soient pas divulguées à des rivaux en fuitant via l'État membre qui applique les normes les moins strictes en matière de sécurité des connaissances (23).

La Belgique est l'un des États membres qui n'ont pas encore déployé de mécanisme de filtrage s'inscrivant dans le cadre précité; les négociations interfédérales sont toujours en cours.

C. Belgique

En ce qui concerne l'enseignement et la sécurité, des démarches ont déjà été entreprises pour appliquer des consignes de sécurité en matière de collaboration internationale. Il existe depuis 2019 une charte non contraignante relative aux droits de l'homme, qui a été conclue au sein du Conseil interuniversitaire flamand (VLIR) à la suite des cas relatés d'ingérence de la Chine (24). Outre un filtrage en matière de droits de l'homme, cette charte comprend aussi des dispositions relatives aux biens et technologies à double usage (civil et militaire).

Les compétences économiques sont partagées entre l'État fédéral et les entités fédérées. La politique d'investissement est une compétence régionale; la collaboration et la coordination sont ainsi cruciales pour garantir la sécurité économique.

Il serait opportun d'établir une liste des pays dont la Belgique est stratégiquement dépendante pour l'importation de certaines matières premières dans des secteurs critiques. Cet exercice est en cours aux niveaux fédéral et flamand et a déjà été réalisé par le Conseil socio-économique de la Flandre (SERV) en 2021.

D. Obligation de déclaration pour les entreprises et les universités

Bien que les mesures soient prometteuses, elles ne règlent pas tous les problèmes. Aux Pays-Bas, pour mettre fin au transfert indésirable de technologies, des partis de la coalition gouvernementale, des experts et le Conseil consultatif pour les questions internationales (AIV) ont formulé des propositions qui vont au-delà des mesures proposées par le gouvernement néerlandais.

(23) <https://hcss.nl/wp-content/uploads/2022/03/ChinasMilitaire-Opkomst-Europese-Technologie-HCSS-maart-2022.pdf>.

(24) <https://www.veto.be/artikel/ku-leuven-onderwerpt-samenwerkingsverbanden-voortaan-aan-mensenrechttoets>.

technologisch een voorloper te zijn en er gelijktijdig voor te zorgen dat kennis niet wegglekt naar rivalen via de lidstaat met de laagste kennisveiligheidsstandaarden (23).

België is één van de lidstaten die nog geen screeningsmechanisme heeft uitgerold in het kader van het bovengenoemde raamwerk en de interfederale onderhandelingen lopen nog steeds.

C. België

Wat betreft onderwijs en de veiligheid zijn er reeds stappen gezet omtrent veiligheidsvoorschriften bij internationale samenwerking. Sinds 2019 bestaat er al een niet-bindend charter over mensenrechten dat afgesloten is binnen de Vlaamse Interuniversitaire Raad (VLIR), naar aanleiding van de verhalen over inmenging door China (24). Dat gaat over de screening op het vlak van mensenrechten maar bevat ook bepalingen op het vlak van *dual use* (militair gebruik).

De bevoegdheden rond economie zijn verdeeld tussen het federale en deelstatelijke niveau. Investeringsbeleid is regionale materie en samenwerking en coördinatie zijn aldus cruciaal om economische veiligheid te garanderen.

Een overzicht van landen van wie België strategisch afhankelijk is in termen van import van bepaalde grondstoffen in kritieke sectoren, is meer aangewezen. Met deze oefening is men reeds bezig op federaal en Vlaams niveau. Ook de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen (SERV) heeft deze oefening reeds gedaan in 2021.

D. Een meldingsplicht voor bedrijven en universiteiten

Hoewel de maatregelen veelbelovend zijn, zijn toch niet alle zorgen van tafel. Om ongewenste technologieoverdracht een halt toe te roepen hebben in Nederland regeringspartijen, experts en de Adviesraad Internationale Vraagstukken (AIV) voorstellen gedaan die verder gaan dan de Nederlandse regering. Zo is de VVD bijvoorbeeld van oordeel dat het «zelfreinigend vermogen» van

(23) <https://hcss.nl/wp-content/uploads/2022/03/ChinasMilitaire-Opkomst-Europese-Technologie-HCSS-maart-2022.pdf>.

(24) <https://www.veto.be/artikel/ku-leuven-onderwerpt-samenwerkingsverbanden-voortaan-aan-mensenrechttoets>.

Par exemple, le parti VVD estime que la «capacité auto-épuratrice» des établissements d'enseignement est insuffisante et appelle à une opération de «nettoyage».

Selon le VVD, une solution serait de tenir un registre public dans lequel les financements d'établissements publics en provenance de l'étranger devraient être inscrits. Dans le quotidien néerlandais *Het Financieele Dagblad*, un chercheur sur la Chine, un sinologue et un analyste géopolitique ont encouragé les autorités à fixer des règles du jeu plus claires pour les universités et les entreprises. Ils ont aussi précisé qu'au Canada, en Australie et aux États-Unis, les chercheurs sont obligés d'indiquer les instances étrangères avec lesquelles ils travaillent (25).

En outre, le VVD souhaite que les investissements sortants réalisés par le biais d'une coentreprise fassent aussi l'objet d'un filtrage. Selon le VVD, les Pays-Bas doivent être précurseurs en la matière afin de lancer ce type de mesures aussi au niveau européen. Le parti D66 plaide en faveur d'une enquête parlementaire globale sur l'influence chinoise aux Pays-Bas. Dans son dernier avis sur les systèmes d'armement autonomes, l'AIV appelle à la collaboration pour développer, en concertation avec les partenaires de l'UE et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), une politique de contrôle des exportations et de filtrage des investissements dans le domaine des technologies à double usage.

IV. VERS UNE OBLIGATION DE DÉCLARATION ET UNE COLLABORATION PLUS ÉTROITE ENTRE LES ENTITÉS FÉDÉRÉES, LE NIVEAU FÉDÉRAL ET LES SERVICES DE SÉCURITÉ

Que proposons-nous?

Nous proposons d'élaborer notre propre politique, articulée autour de trois axes, sur le modèle néerlandais. L'époque de la collaboration à tout va avec des régimes autocratiques, dans l'espoir qu'ils se démocratisent, est révolue. Cette pensée utopique ne se vérifie quasiment pas dans les faits.

Alors que nos relations avec l'Union soviétique se caractérisaient par un climat de guerre froide, les instances chinoises officielles et les instances soutenues par les autorités ont développé des liens étroits avec le monde

onderwijsinstellingen «onvoldoende» is en roept op tot een «schoonmaakoperatie».

Eén middel is het instellen van een publiek register waarin financiering vanuit het buitenland van publieke instellingen verplicht moet worden gemeld, stelt de partij. Een China-onderzoeker, een sinoloog en een geopolitiek analist riepen in *Het Financieele Dagblad* (fd.) op om vanuit de overheid «heldere spelregels» op papier te zetten voor universiteiten en bedrijven. Ook vermeldden zij het feit dat in Canada, Australië en de Verenigde Staten onderzoekers verplicht zijn om te melden met welke buitenlandse partijen zij werken (25).

Daarnaast wil de VVD dat uitgaande investeringen, middels joint venture samenwerkingen, ook worden gescreend. Nederland moet volgens hen een voortrekkersrol vervullen om dit soort maatregelen ook op Europees niveau te lanceren. D66 propageert een alomvattend parlementair onderzoek naar Chinese invloed in Nederland. De AIV roept in zijn nieuwste advies over autonome wapensystemen op tot samenwerking bij het ontwikkelen van een met de EU en met NAVO-partners afgestemd exportcontrole- en investeringscreeningbeleid voor *dual use* technologieën.

IV. NAAR EEN MELDINGSPLICHT EN EEN STERKERE SAMENWERKING TUSSEN DE DEELSTATEN, HET FEDERALE NIVEAU EN DE VEILIGHEIDSDIENSTEN

Wat stellen we voor?

Naar Nederlands voorbeeld stellen we een eigen gedegen driesporenbeleid voor. De tijden van ongebreidelde samenwerking, met de hoop dat autocratische regimes op termijn democratischer zouden worden, is voorbij. Dit utopisch denken strookt in de praktijk zo goed als niet met de feiten.

In tegenstelling tot de Koude Oorlog met de Sovjet-Unie hebben Chinese overheidsinstanties en door de overheid gesteunde instanties sterke banden met de Westerse commerciële en universitaire wereld. Daarom zijn nieuwe

(25) <https://fd.nl/opinie/1428143/we-hebben-snel-spelregels-nodig-voor-universitaire-samenwerking-met-china>.

(25) <https://fd.nl/opinie/1428143/we-hebben-snel-spelregels-nodig-voor-universitaire-samenwerking-met-china>.

commercial et universitaire occidental. Il est dès lors indispensable d'édicter de nouvelles règles pour nous protéger contre les abus étrangers qui pourraient résulter de ces nouveaux rapports de force.

En effet, le fait qu'un pays soit dépendant des importations pour certains biens n'est pas problématique en soi. Il importe donc de bien identifier les dépendances stratégiques véritablement problématiques. La diversification des chaînes de valeurs reste importante. L'aspiration à une autonomie stratégique ouverte ne peut en effet pas aboutir au protectionnisme. Il faut cibler la dépendance problématique sur le plan stratégique.

Pour atteindre cet objectif, nous proposons les trois étapes suivantes:

A. Une définition claire des «domaines critiques»

Il convient d'abord de définir précisément les domaines dits «critiques» et de les évaluer périodiquement en tenant compte des retards qu'accusent nos rivaux géopolitiques, comme la Chine, dans le domaine des technologies militaires, ainsi que de la dépendance de la Belgique.

Il est en effet important de disposer d'une liste uniforme des secteurs stratégiques dans lesquels la collaboration avec des pays tiers ou l'entrée de capitaux étrangers représentent un risque potentiel pour notre sécurité économique. Cette liste existe déjà et est mentionnée dans la récente stratégie nationale de sécurité. La législation belge fait explicitement référence aux secteurs des transports, de l'énergie, des finances, des communications électroniques, de l'eau potable, de la santé publique, de l'infrastructure numérique et de l'espace, dans lesquels une erreur, un incident ou une attaque peuvent affecter gravement les fonctions vitales de notre pays.

Dans ce cadre en évolution constante, nous demandons donc que l'on procède systématiquement à une évaluation périodique de cette liste.

B. Une étude de la possibilité d'instaurer une obligation de déclaration auprès des autorités publiques

Il convient d'étudier la possibilité d'instaurer une obligation de déclarer aux autorités publiques toute collaboration avec des régimes autocratiques dans des secteurs critiques. Cela permettrait d'établir un aperçu des collaborations belges générales avec des pays autocratiques, caractérisées ou non par une dépendance stratégique de la Belgique.

spelregels nodig die ons beschermen tegen buitenlands misbruik door deze nieuwe machtsverhoudingen.

Het is namelijk niet per se problematisch dat een land importafhankelijk is van bepaalde goederen. Het is daarom belangrijk om strategische afhankelijkheden die werkelijk problematisch zijn in kaart te brengen. De diversificatie van de waardeketens blijft belangrijk. Het streven naar open strategische autonomie mag immers niet leiden tot protectionisme. Men moet zich richten op afhankelijkheid die strategisch gezien problematisch is.

Om dit te bewerkstelligen worden de volgende drie stappen voorgesteld:

A. Duidelijke definiëring van de «risicovakgebieden»

Men moet ten eerste de zogenaamde «risicovakgebieden» duidelijk definiëren en periodiek blijven evalueren en dit op mogelijke basis van de militair-technologische achterstanden waarmee geopolitieke rivalen, zoals China, te maken hebben en op basis van de afhankelijkheid van België.

Het is effectief belangrijk om te beschikken over een uniforme lijst van strategische sectoren waar samenwerking met derde landen of instroom van buitenlands kapitaal een mogelijk risico kan betekenen voor onze economische veiligheid. Deze lijst bestaat al en wordt aangehaald in de recente nationale veiligheidsstrategie. De Belgische wetgeving verwijst expliciet naar de sectoren vervoer, energie, financiën, elektronische communicatie, drinkwater, volksgezondheid, digitale infrastructuur en ruimtevaart die, in geval van een fout, incident of aanval, ernstige gevolgen kunnen hebben voor vitale functies van ons land.

In dit steeds evoluerende kader roepen wij dan ook op om een periodieke evaluatie van deze lijst systematisch door te voeren.

B. Onderzoek van een mogelijke meldingsplicht bij de overheid

Er dient een onderzoek te worden opgestart naar een mogelijke meldingsplicht bij de overheid indien men met autocratische regimes samenwerkt in risicosectoren. Op basis hiervan zou een overzicht aangelegd kunnen worden van algemene Belgische samenwerkingen met autocratische landen waarbij België al dan niet strategisch afhankelijk is.

Il importe en particulier de ne pas se focaliser uniquement sur les «domaines critiques» ou les «secteurs critiques», mais bien sur les pays avec lesquels la Belgique est en position de dépendance stratégique pour les importations de certaines matières premières dans certains secteurs critiques. Des puissances étrangères pourraient en effet profiter largement de cette dépendance pour nuire aux intérêts de la Belgique.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que, si elle n'était mise en œuvre que de manière partielle ou imparfaite, cette mesure éventuelle pourrait porter préjudice à d'autres domaines nationaux: il convient de ne pas porter atteinte à la liberté d'entreprendre ou de ne pas imposer une charge administrative supplémentaire aux entreprises qui veulent investir dans des pays tiers. D'un point de vue diplomatique également, pareille obligation de déclaration ne peut exposer la Belgique à d'éventuelles répercussions diplomatiques dont cette mesure serait la cause directe.

Pour limiter autant que possible la charge administrative et les éventuelles répercussions, il est recommandé de n'appliquer cette mesure qu'à l'égard de pays qui considèrent la Belgique comme un ennemi ou une partie d'une entité géopolitique rivale.

C. Une intensification de la collaboration

La collaboration entre les services de sécurité, les institutions faïtières du secteur de l'enseignement au niveau des Communautés et l'autorité fédérale doit être intensifiée de manière à bloquer – si nécessaire – les rachats de sociétés et les partenariats commerciaux et universitaires.

L'objectif est de mettre fin au transfert indésirable de technologies et aux dépendances stratégiques, sans toutefois perturber les échanges de connaissances, les échanges entre étudiants et le commerce en dehors des domaines critiques. Le caractère international de la vie universitaire et l'ouverture de l'économie pourront ainsi être préservés le plus possible. Plus nos chaînes de valeurs seront étendues et diversifiées, plus elles seront sûres.

On pourra ainsi, sur la base des enseignements acquis, veiller à appliquer avec une précision chirurgicale une politique cohérente de contrôle des exportations, un moyen de vérifier les investissements entrants et sortants et une liste de critères de vérification à destination des universités.

In het bijzonder is het belangrijk dat er niet louter op de «risicovakgebieden» of «risicosectoren» wordt gefocust, maar op een overzicht van landen, van wie België strategisch afhankelijk is in termen van import van bepaalde grondstoffen in kritieke sectoren. Want dit kan een belangrijke hefboom vormen voor buitenlandse mogelijkheden om Belgische belangen te ondermijnen.

Daarnaast mag echter niet uit het oog verloren worden dat deze mogelijke maatregel andere eigen domeinen zou kunnen ondergraven indien ze slechts gedeeltelijk of gebrekkig wordt geïmplementeerd: het mag de vrijheid van het ondernemen niet schaden of een extra administratieve last creëren voor ondernemingen die willen investeren in derde landen. Ook vanuit diplomatiek oogpunt mag een dergelijke meldingsplicht geen directe oorzaak zijn om België op basis hiervan bloot te stellen aan mogelijke diplomatieke repercussies.

Om de administratie zo klein mogelijk te houden en de mogelijke repercussies zo klein mogelijk, is het raadzaam om dit enkel te doen bij landen die België als vijandig zien of als onderdeel van een geopolitiek tegenstrijdige entiteit.

C. Intensifiëring van de samenwerking

De samenwerking tussen zowel de veiligheidsdiensten, de overkoepelende onderwijsinstituties op gemeenschapsniveau alsook de federale overheid moet worden geïntensifieerd om – indien nodig – bedrijfsovernames en commerciële en universitaire samenwerkingen te blokkeren.

Dit heeft tot doel ongewenste technologieoverdracht en strategische afhankelijkheden een halt toe te roepen en gelijktijdig kennissamenwerkingen, studentenuitwisselingen en handel buiten de risicovakgebieden niet te verstoren. Op deze manier kan het internationale karakter van het universitaire leven en de open economie zoveel mogelijk in stand gehouden worden. Hoe uitgebreider en diverser onze waardeketens zijn, hoe veiliger.

Zo kan men op basis van de inzichten die hieruit voortvloeien erop toezien dat er een consistent exportcontrolebeleid, een middel om uitgaande en inkomende investeringen te screenen en een toetsingskader voor universiteiten toegepast zou kunnen worden met chirurgische precisie.

La présente proposition de résolution présente un caractère transversal. Les différents gouvernements et maillons de la chaîne de sécurité se sont accordés sur les phénomènes qui doivent être traités en priorité au cours des quatre prochaines années. Ceux-ci sont définis dans la Note-cadre de sécurité intégrale et dans le Plan national de sécurité pour la période 2022-2025. Il s'agit donc d'une matière régionale transversale, les Régions intervenant surtout dans le volet préventif. Les compétences en matière d'économie sont partagées entre l'autorité fédérale et les entités fédérées. La politique d'investissement est une matière régionale. La collaboration et la coordination sont donc capitales pour garantir la sécurité économique.

*
* *

Dit voorstel van resolutie heeft een transversaal karakter. De verschillende regeringen en schakels in de veiligheidsketen zijn het eens over de fenomenen die de komende vier jaar prioritair moeten worden aangepakt. Die staan gedefinieerd in de Kadernota Integrale Veiligheid en het Nationaal Veiligheidsplan voor de periode 2022-2025. Het betreft aldus een transversale Gewestaangelegenheid waarbij de rol van de Gewesten vooral ligt in het preventieve luik. De bevoegdheden rond economie zijn verdeeld tussen het federale en deelstatelijke niveau. Investeringsbeleid is regionale materie en samenwerking en coördinatie zijn aldus cruciaal om economische veiligheid te garanderen.

*
* *

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat,

- A. considérant que la collaboration avec des régimes autoritaires et autocratiques comporte des risques, tant sur le plan financier que sur celui de la sécurité;
- B. considérant qu'il n'existe pas de mécanisme de contrôle des collaborations entre des pays européens et des pays autocratiques en dehors de l'Europe, qui vérifierait le transfert de connaissances et l'ingérence d'État indésirables;
- C. considérant que les structures de coentreprise avec des régimes autocratiques peuvent mettre à mal l'intégrité des entreprises occidentales et la confidentialité de leurs activités;
- D. considérant que la réalisation d'investissements dans des entreprises occidentales et la création de coentreprises conjointement avec elles sont un moyen couramment employé par les régimes autocratiques pour gagner en influence;
- E. considérant que certaines coentreprises et autres montages visent à contourner les restrictions à l'exportation en matière de transfert de connaissances et de matériel;
- F. considérant qu'à ce jour, la Belgique a déployé 213 coentreprises en Chine, pour une valeur de 682,9 millions d'euros;
- G. considérant qu'en collaborant avec des régimes autocratiques, les acteurs concernés peuvent prendre part, consciemment ou non, à des pratiques portant atteinte aux droits humains;
- H. considérant que les instituts Confucius constituent un bras important du Parti communiste chinois dans les universités occidentales;
- I. considérant qu'aux Pays-Bas, un cadre d'évaluation pour les universités entrera en vigueur en 2023 afin d'empêcher le transfert indésirable de technologie dans les domaines où les risques pour la sécurité nationale sont les plus grands;
- J. considérant que les rivaux géopolitiques émergents, tels que la Chine, sont avides de technologies et d'inventions en provenance de l'Occident afin de pouvoir les utiliser pour leur armée et leurs autres structures militaires;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

- A. overwegende dat de samenwerking met autoritaire en autocratische regimes risico's inhoudt, zowel op financieel als op veiligheidsvlak;
- B. overwegende dat er geen controlemechanisme bestaat voor samenwerkingsverbanden tussen Europese en autocratische landen buiten Europa dat toeziet op ongewenste kennisoverdracht en staatsinvloed;
- C. overwegende dat joint venture structuren met autocratische regimes de integriteit en de geheimhouding van Westerse bedrijven kunnen compromitteren;
- D. overwegende dat investeringen in en joint ventures met Westerse bedrijven een courant middel zijn van autocratische regimes om invloed te verwerven;
- E. overwegende dat bepaalde joint ventures en andere constructies beperkingen inzake de export van kennisoverdracht en materieel proberen te omzeilen;
- F. overwegende dat België op dit ogenblik 213 joint ventures heeft lopen in China, met een waarde van 682,9 miljoen euro;
- G. overwegende dat samenwerking met autocratische regimes al dan niet bewust kan leiden tot medewerking aan mensenrechten schendende praktijken;
- H. overwegende dat Confuciusinstituten een belangrijke extensie van de Chinese Communistische Partij zijn aan Westerse universiteiten;
- I. overwegende dat in Nederland in 2023 een «toetsingskader» voor universiteiten in werking treedt om ongewenste technologieoverdracht te voorkomen in gebieden waar de risico's voor nationale veiligheid het grootst zijn;
- J. overwegende dat opkomende geopolitieke rivalen, zoals China, in het Westen naarstig op zoek zijn naar technologieën en uitvindingen die zij kunnen aanwenden voor hun leger en andere militaire structuren;

K. considérant qu'en octobre 2020, l'Union européenne (UE) a fixé un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers;

L. considérant que, depuis 2019, il existe une charte non contraignante relative aux droits humains conclue au sein du Conseil interuniversitaire flamand (VLIR), qui concerne le filtrage en matière de droits humains et contient également des dispositions relatives aux biens et technologies à double usage;

M. considérant que la Belgique dispose d'une liste uniforme de secteurs stratégiques dans lesquels une collaboration avec des pays tiers ou un afflux de capitaux étrangers pourrait représenter un risque potentiel pour notre sécurité économique,

Demande à tous les gouvernements:

1) d'appliquer le cadre de l'UE sur le filtrage des investissements directs étrangers dans nos entreprises et universités;

2) de développer, dans ce cadre européen et en concertation avec les Régions, un mécanisme de filtrage des investissements étrangers en provenance de régimes autocratiques;

3) d'évaluer périodiquement la liste dite des secteurs stratégiques, en tenant compte des retards dans le domaine des technologies militaires accusés par les rivaux géopolitiques, tels que la Chine, ainsi que de la dépendance de la Belgique à l'égard de ces régimes;

4) d'élaborer, sur une base régulière et en concertation avec les Régions, un exercice de cartographie en matière d'autonomie stratégique, qui présente une vue d'ensemble des pays dont la Belgique dépend pour les matières premières ou les composants dans des secteurs critiques qui sont problématiques du point de vue stratégique;

5) d'examiner de plus près l'état actuel de nos chaînes de valeur et la manière dont elles pourraient éventuellement être étendues et diversifiées dans l'optique de notre sécurité collective.

Le 12 mai 2022.

K. overwegende dat de Europese Unie (EU) in oktober 2020 een raamwerk lanceerde voor screening van directe buitenlandse investeringen;

L. overwegende dat sinds 2019 er een niet-bindend charter over mensenrechten bestaat dat afgesloten is binnen de Vlaamse Interuniversitaire Raad (VLIR), dat gaat over de screening op het vlak van mensenrechten maar dat ook bepalingen bevat op het vlak van *dual use*;

M. overwegende dat België over een uniforme lijst van strategische sectoren beschikt, waarbij samenwerking met derde landen of instroom van buitenlands kapitaal een mogelijk risico kan betekenen voor onze economische veiligheid,

Vraagt alle regeringen om:

1) het raamwerk van de EU inzake de screening van directe buitenlandse investeringen in onze bedrijven en universiteiten toe te passen;

2) binnen dit raamwerk en in overleg met de Gewesten, een screeningsmechanisme uit te werken voor buitenlandse investeringen vanuit autocratische regimes;

3) de zogenaamde lijst van strategische sectoren periodiek te evalueren en dit op mogelijke basis van de militair-technologische achterstanden waarmee geopolitieke rivalen, zoals China, te maken hebben en op basis van de afhankelijkheid van België ten opzichte van dergelijke regimes;

4) op regelmatige basis en in overleg met de Gewesten een mappingoefening strategische autonomie uit te werken waarbij men zich richt op een overzicht van landen waarvan ons land afhankelijk is inzake grondstoffen of componenten in kritische sectoren die strategisch gezien problematisch zijn;

5) nader te bekijken hoe onze waardeketens op dit ogenblik zijn en hoe ze eventueel uitgebreider en diverser gemaakt kunnen worden met het oog op onze collectieve veiligheid.

12 mei 2022.

Els AMPE.
Bert ANCIAUX.